

## Nouvelles locales du lundi 05 août 2013

@rib News, 05/08/2013 | Gouvernance - L'OLUCOME dénonce les irrégularités ayant entraîné l'attribution de marchés de construction de plus de 10.000 maisons produites par le gouvernement burundais à une société kenyenne en 2008 pour une valeur de plus de 300 milliards de nos francs. Le président de cet observatoire ne comprend pas ce que le gouvernement attend pour mettre en application ce contrat puisque dans les prochains jours, il devra payer des dommages et intérêts équivalents à 10% du coût total du contrat, c'est-à-dire plus de 30 milliards de nos francs. Gabriel Rufyiri constate que le gouvernement burundais ne pourra pas avoir une telle somme à moins qu'il ne révoque des financements extérieurs. Qui devra alors payer, se demande-t-il ? Il demande au gouvernement de cesser de signer des contrats engageant des sommes colossales et punir tristement ceux qui l'engagent dans de tels contrats. Enfin, il demande au parlement d'exercer son pouvoir sur le gouvernement à travers le ministre des travaux publics pour qu'il explique la situation afin que le gouvernement soit obligé de payer des sommes d'une manière non justifiée.

[Bonesha/Isanganiro/Rtr]

Le chef de Justice - Ouverture de la session consacrée aux états généraux de la justice au Burundi ce lundi à Gitega dans les enceintes du Grand Séminaire Jean Paul II. Dans son mot d'ouverture, le président de la cour suprême du Burundi estime que ce rendez-vous est une occasion en or pour que la justice burundaise fasse un pas en avant surtout en ce qui concerne la promotion de son indépendance et l'impartialité des juges. Jenje Emmanuel trouve que ces états généraux ont tardé à être organisés mais il s'en réjouit en tout cas puisque selon lui, vaut mieux tard que jamais. Il appelle les participants à donner des propositions concrètes et patriotiques relatives aux points qui seront traités afin de trouver une solution aux différents problèmes qui minent la justice. De son côté, le représentant du secrétaire général des Nations Unies au Burundi trouve que le chemin est encore long et la justice burundaise doit attendre beaucoup de ces états généraux. Selon Parfait Onanga Anyanga il s'agit d'un congrès extra ordinaire qui doit arriver à une prise d'indépendance effective des juges burundais. Le ministre de la justice et le président de la République sont eux aussi revenus sur l'indépendance et l'impartialité des juges ainsi qu'une justice équitable pour tous comme des conséquences inévitables de ce congrès. Tout en affirmant qu'il s'agit d'une volonté politique de vouloir changer les choses, l'ancien ministre Nkurunziza a promis que les conclusions de ces états généraux vont être rapidement mises en application surtout dans cette période où la révision de la constitution approche. [Rtr/Rpa/Rtr/Isanganiro/Bonesha]

Le directeur de la RSF Bonesha FM et celui du journal en ligne Net Press ont comparu devant le tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura ce lundi. Patrick Nduwimana et Jean Claude Kavumbagu affirment qu'ils ont été surpris d'entendre qu'ils ont été poursuivis pour avoir enlevé des cadenas posés sur les portes de leurs bureaux par la cour d'appel de Bujumbura. Mais ils constatent qu'ils sont en train d'être maltraités dans une affaire qui ne les concerne pas du tout. Ils affirment que la cour n'a jamais posé de cadenas sur leurs bureaux. Ils demandent plutôt à la cour d'appel de vider le contentieux de cet immeuble dont ils ne sont que locataires au lieu de s'attaquer à leurs intérêts. [Rtr/Bonesha/Isanganiro/Rpa]

Politique - Le FORSC estime que le ministre de l'intérieur a contredit le gouvernement du Burundi ainsi que le président de la République dans les propos qu'il a tenus sur la rentrée au pays de Rwaso Agathon. Selon le porte-parole de ce forum, Edouard Nduwimana ne devrait pas dire que Rwaso Agathon est une simple personne dont le ministre de l'intérieur n'avait pas besoin de connaître le programme de rentrée au pays. Selon Gertrude Kazoviyo, le gouvernement ainsi que le président de la République ont promis que la sécurité de ces politiciens sera assurée une fois rentrés au pays. Et de cette façon, sa rentrée doit être communiquée afin que les concernés fassent leur travail. Elle demande plutôt que sa sécurité soit assurée comme promis surtout que parmi les membres du FNL, il y en a qui ont encore confiance en lui et si sa sécurité n'est pas assurée, le scénario de 1993 peut encore arriver où des personnes qui ne connaissaient pas Ndabayeho ont été tuées suite à sa disparition. [Isanganiro/Rtr/Rpa]

Selon le parti Sahwanya Frodebu, les propos du ministre de l'intérieur montrent que le pouvoir actuel n'est pas du tout lié avec le retour de Rwaso au Burundi. Le président de ce parti trouve que le pouvoir sur place a toujours essayé de fractionner les partis politiques pour gouverner à sa guise et le retour de Rwaso fait penser à une réunification et une fortification du FNL, ce qui ne plairait pas du tout au CNDD-FDD. Frédéric Bamvuginyumvira constate que le parti présidentiel cherche toujours à diviser pour régner mais, il conclut que cela n'est pas admissible. Il lui conseille d'assumer ses responsabilités et d'accepter la défaite lors des élections prochaines. [Rtr/Rpa]

Le secrétaire général oral du parti FNL reconnu par le gouvernement estime que la rentrée de Rwaso ne doit pas nécessairement être portée à la connaissance de la direction de ce parti. Jacques Bigirimana dit que Rwaso est considéré par ce parti, comme un simple Munamarimwe et par conséquent, n'a pas besoin de bénéficier d'un quelconque traitement de faveur. Il affirme aussi qu'il ne devra pas se considérer comme un leader ou un responsable du parti FNL. Selon lui, ceux qui porteront l'uniforme du parti FNL pour aller accueillir seront contre la loi et seront considérés comme des subversifs. [Isanganiro]

Les partis Sahwanya Frodebu et MSD dans la province de Cibitoke se plaignent du comportement des Imbonerakure et de certains administratifs à la base issu du parti au pouvoir lequel comportement vise à perturber les autres partis politiques. Alors que les responsables du MSD sont en train de renforcer les comités collinaires dans la commune de Murwi, des jeunes Imbonerakure et autorités collinaires s'opposent à leur travail et confisquent les drapeaux qu'ils voudraient hisser aux endroits choisis. Le parti Sahwanya Frodebu quant à lui se plaint des Imbonerakure du secteur de Munyika de la commune de Rugombo d'avoir volé un drapeau de ce parti qu'ils avaient hissé à ce lieu le samedi de la semaine dernière. Selon le représentant provincial de ce parti, personne d'autre n'a pris ce drapeau si ce n'est que ces Imbonerakure de cette localité qui se conduisent comme des maîtres de tout. Nigaba Fenias demande le respect de la libre compétition afin que la population puisse choisir les programmes qu'elle veut d'une manière démocratique. Le représentant provincial du CNDD-FDD, personne n'a mandaté les Imbonerakure à agir ainsi, et il demande que les coupables soient punis conformément à la loi et d'une manière personnelle. [Rpa/Bonesha]

lundi. Mais, ils ont préféré aller se rassembler devant les bureaux de l'Ombudsman burundais. Ils ont fait savoir qu'ils voulaient demander l'état d'avancement de leurs revendications qu'ils ont soumises à ce bureau. En effet, ils demandent que leurs confrères qui ont été chassés de cette institution soient réhabilités dans leurs droits. Ils réclament aussi le paiement de leur bourse des mois de mai, de juin et de juillet. Ils ont été reçus vers 11h du matin par le bureau de l'Ombudsman. Le vice-recteur de l'université du Burundi trouve quant à lui que cette attitude des étudiants est inadmissible au moment qu'ils s'étaient engagés à un certain nombre de conditions à respecter. Le professeur Paul Banderemba trouve qu'ils exposent encore à d'autres sanctions prévues par le règlement académique et leur demande d'écouter des conseils de la part des personnes avisées. [Rtnb/Rtr/Rpa/Isanganiro/Bonesha] Sécurité - Le marché Kigamba dans la province de Cankuzo a pris feu au petit matin de ce lundi. Selon des sources sur place, une somme de plus de 10 millions de franc et des marchandises de diverses natures dont la valeur n'est pas encore connue sont partis en fumée. Le commissaire de ce marché fait savoir que le feu est parti d'un kiosque dans lequel se trouvait un brasier non éteint. Jean Paul Muhamirizo remercie toutefois la population et le personnel de la société SOGEA-SATOM qui ont aidé à éteindre le feu qui menaçait de s'attaquer aux immeubles cibles. [Rtnb/Isanganiro/Rpa/Bonesha]